

Les entreprises françaises acquittent 148 milliards d'euros de prélèvements de plus que leurs concurrents de la zone euro

« Entreprises : les chiffres de l'overdose fiscale », titre L'Opinion, en Une, rapportant que les sociétés françaises acquittent 148 milliards d'euros de prélèvements de plus que leurs concurrents de la zone euro, selon l'Ifrap. Pour l'instant, Emmanuel Macron tient sa ligne pro-business. « Tant qu'il peut », glisse une source patronale. Mais en coulisse, les réflexions vont bon train. « Tout est volatil », reconnaît un ministre clé. « **Il n'y aura aucune augmentation** », promet Bercy. Bruno Le Maire l'a répété lundi soir au « Burex » de Renaissance : « Nous devons marteler notre cohérence?: nous refusons les hausses d'impôt ». « On a fait en sorte de baisser l'impôt sur les sociétés. En dépit de la crise des Gilets jaunes et de la Covid, **on a baissé de 10 milliards les impôts de production et on va rajouter 8 milliards de plus avec la CVAE**. Est-ce que c'est suffisant ? Sûrement pas. Est-ce qu'on peut faire plus?? Non », résume un proche du ministre de l'Économie. **Beaucoup reste à faire pourtant pour ramener la France dans la moyenne européenne**. Selon une étude de l'Ifrap dont l'Opinion dévoile les résultats en exclusivité, **les entreprises françaises acquittent toujours 148 milliards d'euros de prélèvements obligatoires de plus que leurs homologues de la zone euro**. « En 2017, l'écart était de 147 milliards d'euros. Le chiffre n'a quasiment pas bougé », constate la directrice du think tank, Agnès Verdier-Molinié. **Les impôts de production et les cotisations sociales restent les deux grosses boursouflures du modèle français**. Globalement, la situation s'améliore pourtant. Si l'on prend l'ensemble des PO, entreprises et ménages confondus, l'écart total des recettes s'est réduit de 157 milliards en 2016 à 125 milliards aujourd'hui. (L'Opinion, p.1)

« Jean-Hervé Lorenzi : '**Les impôts de production sont une absurdité**' », titre L'Opinion, ouvrant ses colonnes à l'économiste, qui estime que « les impôts de production sont une absurdité et il faut progressivement [les] supprimer. Une fois que nous aurons traité ce problème, ça ira. **C'est vrai que l'heure de travail était trop taxée en France. Mais avec les baisses d'impôts et les allègements de charges, ce n'est plus le cas.** » (L'Opinion, p.2)